



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Carburant, prix, austérité : stop au racket !

Éditorial des bulletins d'entreprises du 29 septembre 2026

Plus de 2€ le litre d'essence, 2,5€ pour le diesel ! A chaque plein, on serre les dents devant le montant affiché à la pompe. La hausse des carburants nous étouffe tous !

Total, Shell, Esso, etc. nous tiennent à la gorge : on doit aller travailler, conduire les enfants à l'école, faire les courses... Comment se passer de la voiture quand le gouvernement supprime des gares, des arrêts de bus et fait monter le prix des transports en commun ?! Les multinationales de l'énergie en profitent et font des milliards de bénéfices en augmentant les prix : au premier semestre 2026 TotalEnergies a même battu son propre record, 10 milliards d'euros de profit !

Mais pour que les actionnaires des grandes entreprises s'enrichissent, de plus en plus de travailleurs peinent à maintenir la tête hors de l'eau ! Combien sommes-nous déjà à compter chaque euro, chaque dépense ? À devoir choisir entre remplir le réservoir ou le frigo ?

Et même cela suffit de moins en moins à boucler les fins de mois. Tous les prix augmentent et les salaires ne suivent pas. Loyer, factures, crédit, impôts, assurances... les travailleurs sont harcelés de tous les côtés. A chaque

passage à la caisse des magasins, c'est l'angoisse d'entendre le long « biiiiip » qui accompagne le message « solde insuffisant ». A chaque fois que l'on reçoit du courrier, c'est se demander « qu'est-ce que ça sera cette fois-ci ? Un rappel de facture impayée, une amende... ? »



Le seul moyen de se défendre serait d'imposer des embauches partout où il manque de bras et que les salaires suivent les hausses de prix. Mais de telles mesures ne pourront être réalisées que par de grandes mobilisations unissant l'ensemble de la classe ouvrière et sous son contrôle.

Alors il est urgent de préparer ces luttes. Si nous ne nous défendons pas, la situation ne fera qu'empirer. Le gouvernement De Wever (N-VA) a déjà imposé de nombreuses mesures anti-ouvrières et il ne compte pas s'arrêter là. Le patronat exige maintenant qu'il s'attaque aux salaires, aux primes sur les heures supplémentaires, à l'indexation, et qu'il impose encore 10 milliards de

coupes budgétaires, tout en augmentant les budgets militaires.

Les responsables politiques et patronaux espèrent pouvoir imposer ces mesures sans déclencher de révoltes. Ils veulent que les travailleurs se résignent à s'appauvrir, à voir leurs conditions de vies et de travail se dégrader !

Mais nous n'avons aucun intérêt à nous résigner ! Et cela quoi qu'en disent tous ceux qui répètent qu'il n'y a pas d'autre choix possible, qu'« il n'y a plus d'argent » comme l'affirmait le gouverneur de la Banque Nationale, Pierre Wunsch, sur le plateau de RTL.

Si ! De l'argent il y en a ! Les grandes entreprises engrangent chaque année des milliards de bénéfices qu'elles reversent ensuite à leurs actionnaires. C'est là qu'il faut prendre l'argent !

Mais les gouvernements ne toucheront pas aux profits des actionnaires des grandes entreprises. Tous les partis, de droite comme de gauche, savent qu'une fois arrivés au gouvernement, ils doivent appliquer la politique exigée par le patronat et les marchés financiers. Même le PTB avec sa « taxe sur les millionnaires », sait que les capitalistes ne se laisseraient pas faire. Qu'ils menaceraient de couper les financements de l'État, de « quitter le pays », de fermer les entreprises et de

plonger la population dans la misère ! C'est ce qu'ils ont fait en Grèce, en 2015, sous le gouvernement Syriza !

Mais les capitalistes ne sont pas invincibles. Ils ne sont qu'une infime minorité qui ne tirent leur pouvoir que de leur propriété sur les grandes entreprises. Les travailleurs, eux, sont l'immense majorité, et font tout tourner dans la société. Cela leur donne la possibilité de s'unir pour devenir une force gigantesque capable de s'opposer aux

capitalistes, de prendre sur les profits pour financer les hausses de salaires, les embauches, le financement des écoles et des soins de santé... En s'unissant, il deviendrait même possible d'aller jusqu'à arracher le pouvoir aux capitalistes, et en prenant le contrôle de l'économie, de bâtir une société nouvelle, débarrassée de la misère, de l'exploitation et des guerres, c'est-à-dire une société communiste.

Une telle lutte ne viendra pas des mobilisations syndicales

limitées, comme celle du 9/10 à Bruxelles auxquelles appellent les syndicats en front commun, ou la grève du 12/10 dans les services publics. Néanmoins, il faut utiliser ces occasions et être le plus nombreux possible à manifester, non pas pour « *se faire entendre du gouvernement* », mais pour s'adresser à tous les autres travailleurs en leur disant « *comme vous, nous sommes des travailleurs, et nous refusons de nous laisser faire ! Unissons-nous !* »

Mouvement des élèves du secondaire

Le 1er octobre, plusieurs centaines de jeunes sont sortis des écoles secondaires liégeoises, les ont bloquées et ont manifesté pour dénoncer la dégradation de leurs conditions d'apprentissage, soutenir leurs enseignants et protester contre les mesures d'austérité dans l'enseignement.

Le lendemain, malgré la fermeture de la majorité des écoles de Liège pour tenter de freiner ce début de mouvement, de nombreux élèves se sont rassemblés devant leur école, puis dans les rues et places publiques : à Liège Atlas, Saint-Léonard, Fragnée, Herstal, Ans, Montegnée, Seraing, Chênée, Verviers... Mais aussi bien au-delà de la région de Liège, des rassemblements de jeunes ont eu lieu à Waremme, Huy, Charleroi, Tournai, etc.

La jeunesse a de nombreuses raisons d'être en colère. L'état déplorable de beaucoup



Des élèves du secondaire rassemblés le 2 octobre, Place Saint-Lambert, à Liège.

d'écoles, en plus des dernières réformes contre les professeurs et les élèves orchestrées par la Ministre MR Glatigny sont révoltantes. C'est la fermeture de dizaines d'options avec la fin des septièmes professionnelles, l'augmentation du temps et de la charge de travail des profs sans augmentation de salaire, le non remplacement des professeurs absents, la fin des repas chauds gratuits pour 55.000 élèves etc...

Et cette politique ne date

pas d'hier, en 1996, c'était la Ministre PS Onkelinx qui supprimait 3.000 postes d'enseignants !

Face au mépris affiché des responsables politiques, les jeunes dénoncent aussi l'augmentation très concrète des coûts de leur quotidien : l'augmentation générale des prix dans les magasins ou et le minerval qui peut doubler ou tripler jusqu'à 1.200 € pour les études supérieures. Car ce qui caractérise chacune des mesures d'austérité,

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

c'est le choix de faire payer les élèves et les enseignants, faire payer les plus précarisés, fermer les portes des études aux enfants des classes populaires ! Tout ça sous prétexte d'économies pour rembourser une dette que seuls les capitalistes ont creusée ! Alors que le budget de l'armement augmente !

Le mécontentement de la jeunesse face aux mesures contre l'enseignement a aussi des racines plus profondes. Car les dirigeants du capitalisme leur préparent un avenir de condamnés ! En plus d'être incapables de prendre des mesures sérieuses face aux catastrophes climatiques engendrées par leur propre système, ils plongent de plus en plus de populations dans la guerre.

Campagne de discrédit médiatique

Mais alors que des centaines de jeunes prennent la parole et

écrivent des pancartes, les journalistes, en chœur avec la classe politique, n'ont qu'un mot à la bouche : « casseurs ! ». Ils diffusent en boucle les images des quelques poubelles et trotinettes brûlées, des vitres brisées...

Mais, en termes de « casse », personne n'arrive à la cheville des patrons et des gouvernements à leur service. Les casseurs professionnels, c'est eux ! Casse des emplois, des écoles, des pensions, des soins, du climat, de la paix !

Ce traitement médiatique est une tentative pour décrédibiliser ce mouvement. Et puis, prétendre que la mobilisation des élèves « déborde » de violence, ça sert aussi à passer sous silence une autre violence : celle de la répression. Des dizaines d'arrestations administratives ont déjà eu lieu, parfois musclées, pour empêcher des jeunes, presque tous mineurs, de manifester.

Vers un mouvement qui s'élargit ?

À l'heure actuelle, ce début de mouvement est encore limité et on ne peut pas prédire ce qu'il en adviendra demain. Mais s'ils s'inspirent de ce que font en ce moment les lycéens français, les élèves du secondaire pourraient étendre en quelques jours leur mobilisation à bien plus d'écoles et de régions !

Et s'ils veulent réellement renforcer leur mouvement ils auront besoin de compter sur leur camp social, celui des travailleurs. Ils ont déjà fait un pas dans ce sens-là en reprenant à leurs compte les revendications de leurs professeurs.

Les questions que soulève la jeunesse concernent tous les travailleurs. Pour soutenir et appuyer les jeunes pour faire reculer la classe capitaliste qui mène la vie dure à toute notre classe sociale, il faudra une intervention du monde du travail.

Entreprises

Licenciements chez Syngenta

Les 170 travailleurs de Syngenta à Seneffe sont en grève depuis une semaine pour réclamer des primes de licenciement face au plan de fermeture du site prévu pour fin 2027.

La multinationale chinoise spécialisée dans les pesticides avait annoncé la fermeture du site prétextant le manque de rentabilité lié à la pénurie de matière première causée par la fermeture du détroit d'Ormuz.

Alors que Syngenta pleure sur ces bénéfices manqués, les

investisseurs restent assis sur les millions de profits réalisés sur le dos des travailleurs (150 millions de dollars rien que l'année dernière) et annonce en plus son intention de rentrer en bourse à Hong Kong pour un montant de 10 milliards. Syngenta est donc tout à fait capable de payer des primes correctes !

Les capitalistes chinois, comme européens ou américains, vivent et s'enrichissent grâce à notre travail à tous et se comportent comme des parasites : c'est à eux de payer la crise de leur propre système.

Non aux licenciements !

En Flandre, le couperet est tombé pour les travailleurs de Plasman, sous-traitant de Volvo, à Gand. La direction du groupe vient d'annoncer la fermeture définitive de l'usine et les 300 licenciements qui vont avec, étalés de décembre à fin juin.

En Wallonie, c'est la chaîne de magasins de bricolage Gamma qui a annoncé la fermeture de six magasins supplémentaires, où travaillent 74 salariés, après la fermeture des deux magasins de Bruxelles cet été.

Après des années à se faire exploiter au travail pour le compte des actionnaires, ce serait encore aux ouvriers et employés de payer la crise ? Non. Si eux n'arrivent plus à vendre leurs voitures ou leurs outils de jardinage, ce n'est pas aux travailleurs de payer la différence en perdant leur salaire ! Il faut prendre sur leurs profits accumulés.

Grèves dans les services publics

Le front commun syndical appelle à la grève dans les services publics le lundi 12 octobre. A Bruxelles, un préavis de grève de durée indéterminée y est déposé depuis le 1er octobre.

Dans tous les secteurs, les conditions de vie et de travail des travailleurs se dégradent. Dans la fonction publique, le gouvernement multiplie les coupes budgétaires et augmente la pression sur les travailleurs dont les postes ne sont pas supprimés. Dans le privé, les capitalistes licencient et aggravent



l'exploitation pour maintenir, voire augmenter, les profits.

Partout, les hausses de prix rognent les salaires, les pensions et les allocations pour enrichir les actionnaires des grandes entreprises. Et en arrière-fond, il y a la marche à la guerre, les dépenses militaires qui explosent, les déclarations nationalistes et bellicistes qui se multiplient pour tenter de préparer les esprits à accepter encore plus de sacrifices.

Les travailleurs ne peuvent se résigner à ce que les dirigeants du capitalisme saccagent leurs vies. Si nous ne nous défendons pas, la situation ne fera que s'aggraver !

Pour faire reculer le patronat et le gouvernement, il faudra s'unir dans une large lutte qui va en s'agrandissant jusqu'à unir tous les secteurs.

Mais ce n'est pas à cela qu'appellent les dirigeants syndicaux. Cela fait des années qu'ils font tout pour que les luttes restent limitées et se dispersent avant même qu'elles puissent s'étendre. La seule possibilité qu'une lutte importante voie le jour, c'est qu'elle vienne des travailleurs eux-mêmes, et qu'elle soit organisée sous leur contrôle. Alors il faut la préparer !

Et c'est à cela que peuvent servir les grèves, même limitées, organisées par les syndicats. En



faisant de la grève un moment de discussion et d'organisation entre collègues, pour réfléchir à nos revendications, à comment gagner d'autres collègues, comment étendre le mouvement et à la manière d'organiser les prochaines actions, sans attendre les directives des dirigeants syndicaux.

En France, et aussi en Belgique comme à Liège, les jeunes n'ont pas attendu de directives pour se mobiliser et pour montrer qu'ils veulent changer les choses. Ils ont raison ! Les médias repassent en boucle les images des poubelles brûlées et des vitres cassées pour tenter de décrédibiliser le mouvement de la jeunesse, mais quelques dégradations matérielles ne pèsent pas lourd face à tout ce que détruisent les capitalistes et les gouvernements à leur service ! Les travailleurs pourront trouver un point d'appui dans l'énergie de cette jeunesse qui ne se résigne pas à l'avenir que le capitalisme veut lui imposer !

Austérité

L'austérité se renforce...

Les intérêts annuels payés sur la dette belge s'élèvent aujourd'hui à 12,2 milliards d'euros, versés directement des caisses

de l'État aux coffres-forts des banques et des fonds spéculatifs.

Au nom de la réduction du niveau d'endettement du pays, tous les gouvernements imposent des mesures d'austérité violentes.

...en Wallonie,...

Le gouvernement wallon cherche à imposer 900 millions d'euros de coupes budgétaires supplémentaires pour 2027, après toutes celles déjà réalisées. Le patronat wallon (AKT) pousse

notamment pour réduire les allocations familiales... au prétexte qu'elles seraient plus basses en Flandre !

Le MR veut, de son côté, supprimer les allocations familiales au-delà du deuxième enfant pour les familles nombreuses, en accompagnant cette proposition d'une démagogie anti-immigrés crasseuse.

Le patronat demande également au gouvernement de réduire les subsides aux communes. Mais ces économies seraient ensuite répercutées en cascade sur les habitants : hausse des taxes communales et dégradation des services publics.

... et au fédéral

Bart De Wever veut, lui, trouver 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires dans le budget de l'État, tout en continuant à augmenter les dépenses militaires, qui s'élèvent à 12,8 milliards d'euros cette année !

Parmi les pistes évoquées : une hausse de la TVA, de nouvelles économies dans les soins de santé ou encore de nouvelles taxes. Et cela alors que le gouvernement poursuit déjà les coupes dans les services publics et les

suppressions d'emplois. Quant aux dizaines de milliards d'euros d'aide au patronat... là, pas question d'y toucher !

Ce n'est pas encore appliqué, mais ça nécessite déjà de s'y opposer !

Le gouvernement flamand impose l'austérité

Le gouvernement flamand (N-VA, Vooruit et CD&V) a bouclé son budget le 30 septembre. La Flandre a beau être l'une des régions les plus riches d'Europe, son gouvernement y applique lui aussi une violente politique d'austérité contre les travailleurs.

Et les mesures décidées ressemblent fortement à celles qui sont en train d'être prises au fédéral, en Wallonie et à Bruxelles.

Au total, le gouvernement flamand prévoit 1,9 milliard d'euros d'économies supplémentaires pour l'année prochaine et 3,1 milliard d'euros d'ici 2029. Ce sont d'abord les familles qui payeront. Les allocations familiales, déjà rabotées ces dernières années, seront désormais limitées jusqu'aux 23 ans des enfants, contre 25 ans auparavant. Les suppléments aux allocations familiales, notamment pour les crèches, seront eux aussi réduits. Quant à la prime de naissance de 1.310 €, elle ne sera plus versée que pour le premier enfant.

Les travailleurs des titres-services sont aussi visés. Le montant des titres service va passer de 10 € à 12 €, voire 13 €. Les patrons du secteur, pourtant déjà largement subsidiés par ce système, menacent de 23.000 pertes d'emplois à cause de cette mesure.

Les jeunes ménages qui souhaitent acheter une maison

ou un appartement seront eux aussi touchés : les droits d'enregistrement vont passer de 2 % à 3 %.

Une grande partie de l'austérité se fera sur le dos des services publics : 750 millions d'euros d'économies. Le gouvernement veut notamment réviser à la baisse les conditions de travail des fonctionnaires, par une modification de leur statut et la suppression de jours de congé. Il coupe également dans les subsides aux communes (240 millions), aux institutions culturelles (47 millions), à la recherche et aux universités (35 millions), à De Lijn (25 millions) et à la VRT (7 millions).

Les conséquences de cette politique d'austérité se feront sentir très directement. Les communes devront compenser la baisse des subsides, notamment par de nouvelles taxes ou en réduisant leurs services. La commune de Malines, par exemple, perdrait 17 millions d'euros de financement. Les coupes budgétaires chez De Lijn, signifient quant à elles une dégradation du service de transport en commun. Dans la culture, les musées, bibliothèques et centres culturels devront fonctionner avec moins de moyens, réduire leurs activités ou supprimer des emplois. Bozar, à Bruxelles, par exemple, perdrait 700.000 € de subsides.

Et le patronat ? Comme en Wallonie, il continue à recevoir largement de l'argent public. Volvo Cars, appartenant au groupe milliardaire chinois Geely, a ainsi reçu 112 millions d'euros de subventions publiques pour maintenir son usine à Gand.

Face à ces annonces, les travailleurs de la VRT ont déjà annoncé qu'ils participeraient à la grève du 12 octobre.



Laisser les pauvres dehors



Le centre d'accueil du Samusocial au World Trade Center (WTC) à Bruxelles a été contraint de fermer. Cela supprime 130 places d'hébergement d'urgence pour des personnes sans-abris, alors que l'hiver approche et que des centaines de personnes dorment dans la rue.

Le Samusocial dépend directement des subsides régionaux, communautaires, et fédéraux pour fonctionner. Le centre au WTC avait ouvert en février et les récentes mesures budgétaires de la Ministre N-VA de l'Asile et de la Migration ne permettent pas son maintien. Ce sont en tout 1.000 places qui devraient ainsi fermer. La précarité touche de plus en plus de familles chaque mois, mais le gouvernement continue de démanteler brique par brique, chaque organisme de survie pour la population.

Depuis son ouverture, le Samusocial a hébergé 5.143 hommes isolés, dont 3.813 au WTC. Dans le même temps, il a



dû refuser 18.624 demandes, sur un total de 39.202. C'est dire à quel point cette politique est violente !

Jan Jambon : faire les poches des aînés pauvres !

Le ministre des pensions, Jan Jambon (N-VA), a fait une proposition de loi pour augmenter la surveillance des bénéficiaires de la GRAPA et tenter d'en exclure plus.

Les personnes âgées sans pension ou avec une pension trop faible, par exemple des femmes au foyer qui n'ont pas ou peu travaillé de manière rémunérée, peuvent recevoir cette indemnité.

Avec un montant de 1.644€ pour une personne isolée et de 1.096€ pour les cohabitants, elle permet tout juste de survivre ! Et, en 2001, le ministre Vandenberghe (socialiste) a imposé aux personnes qui la reçoivent de ne pas quitter la Belgique plus de 29 jours par an... Cette mesure était en fait une manière de priver de la GRAPA des personnes âgées d'origine étrangère qui voudraient, par exemple, passer du temps avec leur famille dans leur pays d'origine !

Depuis, des milliers de vieux et vieilles travailleuses ont perdu leur allocation, parfois pendant plusieurs mois, pour cette raison, d'autant que les gouvernements successifs ont mis en place plusieurs mesures de flicage. Ils ont par exemple imposé aux facteurs de Bpost de contrôler la présence des personnes à leur domicile...

De quoi mettre en difficulté de nombreuses personnes âgées qui risquent de perdre leur reve-

nu parce qu'elles étaient chez des proches, qu'elles ont une mauvaise ouïe ou qu'elles ont été trop lente à ouvrir la porte, alors que les facteurs ont des tournées qui ne cessent de se rallonger.

Aujourd'hui, Jambon veut encore réduire le nombre de jours autorisés à l'étranger à 21, et veut, entre autres, utiliser les données de santé pour vérifier que les personnes âgées ont bien été se soigner en Belgique lors des trois derniers mois, et cibler les contrôles à domicile sur les autres.



Des associations de défense des personnes âgées, comme le *Gang des vieux en colère*, dénoncent même une forme de « bracelet électronique administratif » tant ces mesures sont contraignantes et intrusives.

Cela va encore plus priver des aînés d'allocations déjà minuscules, et les pousser à s'isoler loin de leur famille de peur de vivre encore plus dans la misère !

Tout cela pour faire de la démagogie contre les étrangers, et récupérer quelques milliers d'euros dans la poche des personnes âgées, une somme dérisoire pour le gouvernement, mais qui peut tout changer pour la personne qui les perd.

Et comme ces personnes âgées dépensent tout ce qu'elles touchent, c'est le commerce et les petits indépendants qui en feront aussi les frais !

Hausse des prix

TEC : Tarif & Catastrophe

Alors que les prix des carburants font hésiter de nombreux travailleurs à prendre la voiture, les TEC annoncent une augmentation brutale du prix des abonnements pour février 2027, notamment la suppression de l'abonnement annuel pour les jeunes à 12 euros, remplacé par un à 384 euros par an. La hausse concerne également l'abonnement senior, qui passe de 12 à 120 euros, ainsi que les abonnements classiques, qui passent de 720 à désormais 890 euros.

Ce changement est l'application du programme d'austérité imposé aux services publics aux services publics à la demande du grand patronat et se répercute sur la population. Et il permet d'augmenter les budgets militaires.

Ces prix exorbitants ne feront que favoriser les situations où des voyageurs incapables de déboursier de telles sommes se retrouveront à essayer de frauder, menant à des altercations avec les travailleurs des TEC, pourtant eux aussi victimes de la dégradation du matériel roulant et du manque de personnel à cause des économies.

Entre le racket à la pompe et ces nouveaux tarifs, exigeons de



véritables augmentations de salaire pour suivre l'augmentation réelle des prix !

La galère se généralise

Boucler son budget devient presque impossible pour la majorité des travailleurs. D'après les chiffres officiels, en Belgique, près de huit personnes sur dix ne disposent pas d'assez d'argent de réserve pour faire face à une dépense imprévue. Près de sept personnes sur dix réussissent tout juste à finir le mois. Près de trois personnes sur dix ont dû emprunter pour payer une facture au cours des six derniers mois. Et plus de trois personnes sur dix ont payé au moins une facture en retard au cours de l'année écoulée.

Et la situation ne fait qu'empirer. Car être contraint de payer ses factures en s'endettant ou en payant en retard, cela veut dire demain se faire encore racketter sur les intérêts et les « indemnités » !

Mais comment faire quand les prix ne font que monter alors que les licenciements se multiplient, que des dizaines de milliers de chômeurs sont exclus, que les salaires, pensions et allocations stagnent ?

Le seul moyen de stopper l'appauvrissement serait d'imposer des embauches partout où il

manque de bras et que les salaires suivent les hausses de prix. Pour y arriver, il faudra prendre sur les profits qu'engloutissent les actionnaires des grandes entreprises !

La spéculation fait exploser les prix !

Tous les prix explosent : les carburants et l'énergie, mais aussi le logement, les transports en commun, la viande, les légumes, les vêtements, les assurances... Les chiffres officiels donnent l'inflation à près de 5%, mais qui contrôle pour vérifier que ces chiffres ne sont pas sous-estimés ?

La hausse des prix ne vient pas de nulle part. Les grandes entreprises spéculent, en augmentant les prix plus fort que l'augmentation de leurs coûts. Résultat : les profits explosent. Au premier semestre 2026, TotalEnergies a par exemple battu son propre record, dix milliards d'euros de profit !

Pour faire face à la hausse des prix causée par la spéculation, il faut imposer que les salaires, les pensions et les allocations suivent réellement les hausses des prix. Cela ne pourra se faire que sous le contrôle des travailleurs, en prenant sur les profits des grands groupes !



A bas les inégalités salariales !

L'écart salarial entre les femmes et les hommes calculé par l'ONSS s'est officiellement réduit à 6,6 % en 2024.

C'est-à-dire qu'à temps de travail équivalent, un travailleur gagnerait 2.300 € mais une travailleuse 2.148 € seulement. Cette réduction des inégalités est notamment liée à ce que davantage de femmes font des études supérieures, deviennent ingénieures, médecins, techniciennes, directrices, etc.

Mais si l'écart est officiellement en diminution et que les salaires en Belgique seraient « plus égalitaires » que dans les autres pays de l'Union européenne, ils cachent des inégalités en réalité bien plus importantes. Ces inégalités économiques contribuent directement à l'oppression des femmes sous le capitalisme.

Des écarts salariaux sous-estimés

Tout d'abord, ces chiffres sur les inégalités salariales sont partiels. Ils n'incluent pas toute une série d'avantages extra-légaux comme les voitures de société, les chèques-repas, les pensions complémentaires, etc., qui profitent davantage aux hommes.

Ils sont d'autant plus partiels que le gouvernement, sous la pression du patronat, refuse de transposer et d'appliquer en Belgique la directive européenne sur la transparence salariale. Cette directive impose aux patrons, non pas d'égaliser les salaires, mais au moins de rendre visibles les inégalités salariales existantes.

Surtout, les « 6,6 %

d'inégalité salariale » ne prennent en compte que la rémunération à temps de travail équivalent. Mais les trois quarts des temps partiels, souvent imposés, sont occupés par des femmes ! Dans des secteurs comme le nettoyage ou les soins de santé, le temps partiel est en réalité la norme.

En prenant en compte la différence de temps de travail salarié, l'écart est en réalité bien plus élevé : 19 %.

Et ce chiffre est encore sous-estimé. Car si l'on ajoute les arrêts de travail que beaucoup de femmes sont contraintes de prendre au cours de leur vie, leurs revenus cumulés sur l'ensemble de leur vie sont encore bien plus faibles que ceux des hommes. Une des conséquences visible est que les femmes ont en moyenne des pensions bien plus faibles.

Et puis, les différences de salaire sont encore plus exacerbées parmi les ouvriers et ouvrières. Selon l'ONSS, les ouvrières gagnent en moyenne 41 % de moins que les ouvriers. Dans notre exemple, si un ouvrier gagne 2.300 €, une ouvrière ne gagne que 1.357 € !

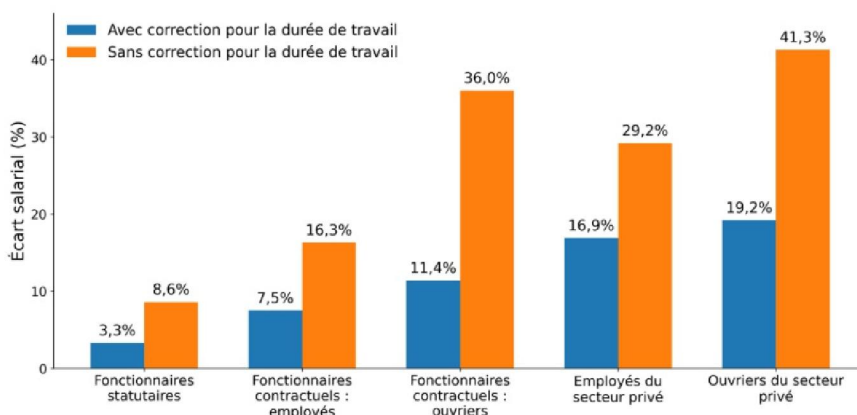
C'est principalement dû à des différences de salaire importantes entre des secteurs comme la (péto)chimie, où travaillent surtout des hommes, et les titres-services ou certaines entreprises de l'agroalimentaire, où travaillent beaucoup de femmes. Mais aussi que beaucoup de femmes, à cause des préjugés sexistes, sont cantonnées à des postes subalternes, qu'elles sont bien moins promues.

Une société misogyne

Ces différences de salaire ne sont pas « naturelles » ou liées à des caractéristiques physiques ou à de soi-disant « valeurs » qui seraient le propre des femmes ou des hommes. Aujourd'hui, n'importe quel métier – ingénieure, aide-soignante, directrice, métallurgiste – peut être occupé aussi bien par des femmes que par des hommes.

Non, ce qui explique une grande partie de ces différences, c'est que la société exige encore largement des femmes qu'elles s'occupent des enfants, des tâches ménagères, des personnes âgées, des proches. Cela

Écart salarial entre les hommes et les femmes, en fonction du statut
En Belgique, en 2024.



contraint nombre d'entre elles à ne travailler qu'à temps partiel ou à rester au foyer, sans revenus propres.

Des revenus plus faibles placent les femmes dans une position plus précaire dans la société et renforcent leur dépendance économique. Le fait que les hommes occupent plus souvent des fonctions hiérarchiques élevées et soient mieux rémunérés leur donne également davantage de pouvoir sur les femmes. Les inégalités de revenus constituent ainsi l'une des bases matérielles de l'oppression des femmes.

Surtout, les capitalistes utilisent les différences de salaire pour diviser la classe ouvrière et tirer l'ensemble des salaires à la baisse. En payant moins les femmes ou en leur imposant des contrats précaires, en mettant en concurrence les hommes et les femmes, en faisant croire aux hommes qu'ils seraient « supérieurs » aux femmes ou que ce serait leur rôle de « dominer » dans le couple, le patronat cherche à faire croire aux travailleurs qu'ils auraient des intérêts différents.

Lors de la grève en 1966, les « *femmes-machines* » - surnom des ouvrières de la fabrique d'armes FN Herstal - se sont battues avec le mot d'ordre « *À travail égal, salaire égal !* ». Le patronat avait tenté de monter les ouvriers contre les ouvrières grévistes par la menace du chômage. Sans succès.

Au-delà de la stratégie patronale de division, ces préjugés sexistes sont présents dans toute la société. Ces idées bourgeoises sur l'inégalité entre les hommes et les femmes, sur la famille et sur le rôle des femmes sont rabâchées à la télévision, dans les séries, dans les livres pour enfants, à l'école, etc.

Il faut renverser le capitalisme

Il est dans l'intérêt de tous les travailleurs que ces inégalités salariales disparaissent, car elles sont une arme dans les mains du patronat. Mais pour se débarrasser pour de bon de l'oppression des femmes, il faudra renverser le capitalisme.

Ce programme, c'était celui

des révolutionnaires russes pendant les premières années de la Révolution de 1917. La Révolution russe a commencé le 8 mars par des manifestations de femmes de la classe ouvrière et a débouché sur le renversement du tsar. Quelques mois plus tard, la révolution d'Octobre renversait la bourgeoisie et mettait fin à la première guerre mondiale.

Au pouvoir, les ouvrières et les ouvriers ont autorisé le divorce sur simple demande de l'un des conjoints, mis fin au mariage religieux, autorisé l'avortement, rendu l'école obligatoire pour les filles et les garçons.

Mais les communistes ne se sont pas contentés de l'égalité en droit. Ils ont cherché à donner aux femmes les moyens matériels de travailler et de participer à la vie politique à l'égal des hommes. Dans la mesure des moyens du nouvel État ouvrier, ils ont notamment développé des crèches et des cantines collectives pour que la société prenne en charge le travail domestique.

L'avenir des femmes et des hommes, c'est le communisme !

Actualités locales - La Louvière

Le Roi, les banques, et beaucoup de blabla

Le 22 septembre, le Roi était à La Louvière pour une 4ème « *réunion de travail* » en deux ans. Il pilote, paraît-il, le redéploiement économique de La Louvière ! Sept projets d'entreprises de l'économie circulaire, nécessitant des dizaines de millions d'euros d'investissement, seraient sur la table.

Si jamais il en sort quelque chose, il y aura de l'emploi, disent-ils. Mais quel emploi, à quel salaire ? Ce qui intéresse ce panel de patrons, on le sait, ce sont les bas salaires qu'ils espèrent pouvoir imposer dans cette région marquée par le chômage.

Ce que ces gens là appellent travailler

Le « *travail* » principal du Roi consiste à « *faciliter* » le

déblocage des millions pour les investissements nécessaires pour les patrons de la région : Wanty, Roosens, NLMK...

Où les trouver ? Pas dans les poches des patrons qui veulent bien des profits, mais préfèrent laisser le risque au public.

Voilà pourquoi le roi se déplace. Parions qu'une partie de la facture sera à nouveau pour la commune. Tout comme c'était le cas pour la rénovation du château Boël, lieu de cette réunion de « *travail* ».

Au moins ça créera de l'emploi ?

Peut-être un jour, si la crise ne s'aggrave pas, s'il n'y a pas une nouvelle guerre, si Pour l'heure, ça fait deux ans qu'ils « *mesurent la progression* » en se passant des petits fours et des bons verres.

Les travailleuses et travailleurs licenciés chez Cora, Gamma, Dow Chemicals... qui n'ont pas trouvé d'emploi bien concret en deux ans, sont

désormais exclus du chômage. Mais pour ce qui est de la création d'emplois, ça peut prendre son temps.

L'avenir de La Louvière et de toute l'humanité n'est pas dans ce blabla, mais dans les luttes pour imposer la répartition du travail entre tous en prenant sur les profits !

Une descente brutale dans la misère

Plus de 1.800 exclus du chômage de La Louvière se sont déjà

tournés vers le CPAS.

Comme les ministres le savaient très bien, ce n'est pas parce que les chômeurs ne veulent pas travailler qu'ils restent sans travail, mais parce qu'il n'y a pas d'embauches ! Et ce sont donc 76% des exclus du chômage qui n'ont que cette solution.

En même temps, 350 personnes, surtout des femmes, ont perdu leur droit au RIS, suite aux nouvelles règles pour les cohabitants. C'est révoltant.

Bruits de bottes

Les communes au garde-à-vous

Après Charleroi et Tournai, la commune de La Louvière est désormais, elle aussi, candidate pour obtenir un quartier de la Défense, pouvant accueillir entre 800 et 1.500 militaires, selon le bourgmestre Jacques Gobert (PS).

Entre les budgets plombés des communes et le chômage endémique de La Louvière, les élus socialistes et les responsables syndicaux défendent l'opportunité d'emplois et de relance que des installations militaires pourraient fournir.

Au nom de l'emploi, faudrait-il soutenir la marche à la guerre et sacrifier la jeunesse à l'ogre du militarisme ?

Le PS et les dirigeants syndicaux n'ont jamais vraiment remis en cause le droit des capitalistes à mettre le monde à feu et à sang : ils ont soutenu depuis près d'un siècle les différents budgets militaires et justifié l'union

sacrée, l'alliance avec la bourgeoisie en 1914 comme en 1940, et n'ont depuis jamais rompu avec cette soumission.

Le seul droit que la société capitaliste laisse aux travailleurs est celui de se faire exploiter, et même ce « *droit* » signifie l'angoisse des licenciements, du chômage et des crises à répétition.

Alors, si l'on veut réellement défendre l'emploi, il faut se battre sur le terrain qui est le nôtre, celui du monde du travail : répartition du travail entre tous sans perte de salaire, contrôle des comptes des entreprises qui licencient et réquisition des bénéfices de guerre et des spéculateurs !

N'oublions pas que, lors de la révolution russe, l'avant-garde de la lutte était constituée des ouvriers des usines d'armement Poutilov à Petrograd, qui savaient que cette guerre n'était pas la leur, mais celle du capitalisme.

Non à l'embrigadement !

« *On va transformer vos filles et vos fils en militaires* ». C'est par ces mots qu'un colonel accueillait les parents des 125 jeunes casernés à Amay dans le cadre du nouveau service militaire volontaire.

Au total, pour 500 jeunes « *volontaires* », au-delà de l'apprentissage du maniement des armes, l'endoctrinement nationaliste aura une place importante au programme. Les officiers tâcheront d'apprendre à ces jeunes à obéir aveuglément, à se battre et se préparer à mourir dans les guerres auxquelles





participera la Belgique, par exemple dans le cadre de l'OTAN, ou encore à réprimer la population en cas de révolte.

Le service militaire, même s'il est aujourd'hui « volontaire » et limité à 500 jeunes (mais pour combien de temps ?) est pour l'État un moyen d'embrigader la jeunesse derrière l'armée, l'État et les capitalistes. La bourgeoisie se prépare à la guerre pour

défendre sa domination et ses profits, et commence dès à présent à préparer les soldats qui lui serviront de chair à canon.

Apprendre à se défendre est utile, mais pas apprendre à mourir pour les intérêts des bourgeois ! Comme l'affirmait le révolutionnaire allemand Karl Liebknecht en pleine première guerre mondiale: *"l'ennemi principal est dans notre propre pays"*, ce sont nos propres patrons !

Entartrage d'un larbin de l'armement

Le professeur de l'Université de Liège, Damien Ernst, a été entarté par des militants

antimilitaristes pour dénoncer ses liens avec l'entreprise d'armement Thalès et ses déclarations publiques réactionnaires et anti-ouvrières.

Les militants se revendiquent du Vrai Comité (Populaire) Éthique de l'Université de Liège et protestent aussi de cette manière contre la militarisation de l'université qui se met de plus en plus au service des marchands de canon.

Un assaut pâtissier bien cuisiné qu'il risque d'avoir plus de mal à digérer que les petits fours de ses conférences militaires !

International

Révolte des lycéens en France

Démarré le 21 septembre dans la région parisienne à partir d'un rassemblement d'élèves, parents et professeurs qui demandaient plus de moyens pour l'éducation, le mouvement de révolte des lycéens s'est étendu en moins de deux semaines à des centaines d'établissements scolaires en France.

Les revendications formulées par les lycéens, dans les manifestations, sur leurs pancartes ou les vidéos postées, sont claires : marre des locaux vétustes et inadaptés, des classes surchargées, des professeurs non remplacés, du manque d'infirmières et d'autres personnels. Les lycéens, notamment en banlieue d'où est parti le mouvement, expriment aussi leur ras-le-bol du mépris social ou du

racisme qu'ils subissent.

Si le mouvement s'étend, c'est que la nouvelle génération s'inquiète à juste titre de son avenir dans une société dirigée par des irresponsables qui provoquent le réchauffement climatique, préparent la guerre et n'ont souvent que la précarité et les bas salaires à offrir à toute une partie la jeunesse, celle des classes populaires.

De son côté, le gouvernement français a défini sa ligne stratégique : faire disparaître les revendications des lycéens derrière les images de casseurs et de locaux incendiés, tout en intensifiant la répression. La police a déjà procédé à plus de 5.000 interpellations par la police, au moins 170 élèves et 65 employés de l'éducation nationale ont été blessés.

Les questions soulevées par les jeunes concernent tous les

travailleurs. Ils seraient les mieux placés pour offrir une politique, des perspectives et des formes d'organisation au combat engagé par la jeunesse. À condition qu'ils se mobilisent eux-mêmes pour défendre leurs propres intérêts, c'est-à-dire les intérêts du plus grand nombre contre la poignée de capitalistes richissimes qui transforment la planète en un terrain de spéculation, de pillage et de guerre.

Sanctions hypocrites contre Israël

Onze pays, dont le Royaume-Uni, la France, l'Espagne et le Canada, ont annoncé des sanctions contre les produits issus des colonies israéliennes en Cisjordanie. Il s'agit de mesures dérisoires, qui interviennent après près d'un siècle de spoliations, d'oppression et de

massacres contre le peuple palestinien ! Et si ce boycott était réellement mis en œuvre cela condamnerait avant tout des travailleurs au chômage.

Macron a même osé se fendre d'un discours à l'ONU dénonçant les colonies et soutenant la création d'un État palestinien... Quelle hypocrisie, alors que la France n'a rien fait durant tout le génocide des Gazaouis et que le parti de Macron a même déposé un projet de loi qui assimilait les critiques de l'État d'Israël à de l'antisémitisme, avant de finalement la retirer face à une vague d'opposition...

Au contraire, les États occidentaux qui font mine de mettre en place des sanctions contre les colonies israéliennes ont toujours fait partie des soutiens de la politique brutale de l'État d'Israël. Ce n'est pas que ces États seraient spécialement pour la répression et le massacre de Palestiniens, mais Israël est pour eux un gendarme qui défend leurs intérêts dans la région face aux États arabes, et ils sont prêts en échange à fermer les yeux sur toutes les horreurs de l'armée israélienne.

Les restrictions qui existent déjà contre les produits issus des colonies sont d'ailleurs facilement contournées aujourd'hui, par exemple en présentant ces produits comme venant de Palestine.

Il n'y a rien à attendre des politiciens qui prétendent en avoir quelque chose à faire du sort des Palestiniens par des déclarations hypocrites ou des mesures symboliques pour tenter de tromper les électeurs. La seule manière de mettre fin à l'oppression des Palestiniens, comme à celle des travailleurs du

monde entier, c'est de mettre fin à l'impérialisme et au capitalisme !

Les brigands se jaugent



Accueil sur le tarmac en grande pompe, visite de la nouvelle salle de bal luxueuse, dîner de gala. La mise en scène de la rencontre aux États-Unis entre Donald Trump et Xi Jinping, le président chinois, était à la hauteur de celle d'un chef de gang voulant impressionner son principal rival.

Car en dessous de la « détente » qui a lieu entre les États-Unis et la Chine depuis quelques mois, rien n'a fondamentalement changé. La trêve de la guerre des droits de douane qui avait fait rage l'année dernière, montant jusqu'à 145% de taxe, n'a été renouvelée que pour deux mois. Et la suspension des 14 milliards de livraisons d'armes américaines à Taïwan, une île revendiquée par la Chine, n'est pas une annulation.

La raison principale de cet accueil fastueux était de permettre à Trump de présenter une prétendue victoire diplomatique pour tenter de regagner une partie de son électorat à l'approche des élections de mi-mandat.

Beaucoup avaient voté pour Trump sur base de ses promesses de mettre fin aux interventions militaires américaines à l'étranger, promesses qu'il a allègrement trahi depuis !

Mais cela ne change rien à la situation générale du capitalisme. Les capitalistes américains, qui dominent la planète, ne sont pas moins à la recherche du moindre marché et de la moindre ressource à exploiter pour continuer à maintenir, voire augmenter, leurs profits. Et leur principal concurrent aujourd'hui est la Chine, et tous les capitalistes et dirigeants savent que cette concurrence économique débouchera tôt ou tard sur un affrontement militaire. Les USA s'y préparent avec un budget militaire trois fois supérieur à celui de la Chine et ses 800 bases militaires dans le monde, contre 1 pour la Chine.

C'est cette folle course aux profits, qui oppose les plus gros capitalistes de la planète, qui a provoqué cette année des déflagrations partout dans le monde, du Venezuela au Moyen-Orient.

C'est cette même logique de voracité capitaliste qui pousse tous les États à s'armer jusqu'aux dents en préparation des explosions toujours plus importantes qui s'annoncent. Ils menacent d'emmener toute l'humanité dans une troisième guerre mondiale aux conséquences inimaginables ! C'est ce système putride qu'il faut renverser !

**Suivez nous
sur les réseaux:**

Lutte Ouvrière Belgique
Email: contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be